

INFO – GREHSS

n° 43

8 avril 2025

Hommage à Yvonne KNIBIEHLER

Dans ce numéro d'Info GREHSS, nous souhaitons rendre hommage à Yvonne Knibiehler, décédée le 25 février dernier. Spécialiste de l'histoire des femmes, Yvonne Knibiehler, par ses recherches et publications, a largement contribué à faire connaître cette histoire. Faisant le lien entre l'histoire des femmes et l'histoire des assistantes sociales, elle a organisé et dirigé, à la fin des années 1970, une recherche sur le service social.

Info GREHSS publie dans ce numéro plusieurs documents de sa recherche. Son article publié dans Vie Social décrit les principaux moments de cette recherche, dont nous publions le projet adressé au CNRS. Il est suivi par l'appel à témoignages des assistantes sociales, lancé lors des premières réunions ainsi qu'un extrait d'une note de Brigitte Bouquet sur cette collecte de témoignage. Puis vient la liste des sujets abordés lors des réunions rassemblant chercheurs et assistantes sociales : sont présentés, au cours des années 1977 à 1980, l'histoire de plusieurs écoles de service social et de plusieurs services sociaux, suivis par des recherches sur une école, deux services sociaux et une association professionnelle l'UCSS. Ce dossier est complété par la publication d'une bibliographie des ouvrages d'Yvonne Knibiehler sur l'histoire du service social. Un témoignage termine ce dossier, et l'on souhaite recevoir d'autres témoignages sur Yvonne Knibiehler pour les publier dans le prochain Info GREHSS.

Le GREHSS a été créé pour poursuivre cette recherche de Knibiehler en publiant documents et témoignages dans ses publications ainsi qu'une bibliographie sur l'histoire de service social. Yvonne Knibiehler a ouvert la voie, nous souhaitons la poursuivre.

Henri PASCAL président du GREHSS

Sommaire	Page
Hommage à Yvonne Knibiehler	1
Projet de recherche 1976	2
Article Yvonne Knibiehler	5
Brigitte Bouquet Collecte des témoignages	13
Titres des exposés et recherches	15
15 Bibliographie Yvonne Knibiehler	17
Témoignage Véronique Antomarchi	18
Dossiers publiés dans Info GREHSS	20

A.C.C. Europe du temps présent, analyse historique et comparative des structures sociales et de leurs représentations collectives

Projet de recherche : L'Histoire du service social en France

Objet de la recherche

On peut admettre que le service social, comme service public, est né en France il y a 60 ans. Il s'est développé lentement d'abord, puis de façon accélérée après la deuxième guerre mondiale. Son développement même est en relation étroite avec les changements sociaux nés de la « croissance » et avec la politique des Plans. Une investigation sur l'histoire du service social en France aurait un double intérêt :

- elle donnerait un éclairage sur les problèmes qui se posent actuellement dans les professions sociales : bourgeonnement et fractionnement parfois anarchique des services et des carrières, conflits de compétence, souci de formation, désir de promotion, « féminisation » excessive et mal justifiée.
- elle permettrait d'expliquer ce qu'est une « politique sociale », une « action sociale » dans l'esprit de ceux qui la conçoivent, de ceux qui l'appliquent, de ceux qui en sont les « bénéficiaires ». Quelle idée se fait-on de la « justice sociale » à ces trois niveaux, en 1917, en 1936, en 1970, etc. et pourquoi ? Quels moyens emploie-t-on pour la promouvoir ? Avec quels succès et quelles conséquences ? ...Etc.

Méthodes – Programme de travail

1. De septembre 1976 à juillet 1977, 3 objectifs :

1-1 Rassembler des témoignages en invitant des professionnels/les déjà pourvus d'expériences à rédiger leurs souvenirs et leurs impressions avec d'autant plus de détails qu'ils auront exercé des spécialités plus difficiles, ou qu'ils auront conduit (observé) des actions plus intéressantes. (Cette consultation est déjà en cours)

1-2 Repérer et situer la documentation : sources et archives, collection de livres ou de périodiques, fichiers, dossiers... (toujours avec le concours des professionnels/les. Entreprendre un classement méthodique et la rédaction d'un catalogue.

1-3 Mettre au point une problématique d'ensemble et un programme de travail pour les deux années suivantes.

1-3-1 La problématique peut s'organiser dans plusieurs directions, d'après la documentation accessible :

- histoire interne des services sociaux ;
- relations entre le Service Social et le pouvoir politique (par exemple, quels ont été dans ce domaine, les objectifs et l'action du Front Populaire, du régime de Vichy, du Gaullisme, etc...);
- conséquences de la conjoncture économique (crises, croissances) sur la structure et les fonctions des services sociaux ;

-relations entre le service social et le progrès des sciences humaines : changement dans les méthodes, les objectifs, les formations (voir plus de détail « Sciences de l'homme et professions sociales » ouvrage collectif, Privat 1974) ;

-relations entre le Service Social et les idéologies (politiques, philosophiques, religieuses, culturelles) ;

-influence des modèles étrangers, (notamment américain et scandinave) sur la problématique et la méthodologie du service social en France et dans les pays méditerranéens.

1-3-2 Le programme de recherche devra, dans un premier temps, choisir un cadre limité : certains services sociaux des Bouches du Rhône et des Alpes Maritimes (par exemple la DDASS et les entreprises privées) comparés à leurs homologues de la région parisienne. Dans ce cadre, la recherche pourra porter sur les problèmes spécifiques auxquels ont répondu les services sociaux selon les régions et les milieux (niveau de vie, développement industriel, type de société) et sur les rôles assumés par les travailleurs sociaux au sein des organismes qui les emploient ou avec lesquels ils coopèrent.

2. De septembre 1977 à juillet 1978, 2 objectifs :

2-1 Mettre en œuvre le programme de travail dans les régions et secteurs choisis. Tester des méthodes dans ce cadre limité et collationner les premiers résultats ;

2-2 Procéder à l'étude comparée des deux régions et des deux secteurs choisis. Essayer d'en déduire les points communs et les divergences (ou les médianes et les extrêmes).

3. Une troisième étape pourrait consister à former des équipes de travail pour étendre la recherche à toute la France, et à prendre contact avec d'autres pays européens.

Equipe responsable :

Les responsables scientifiques du projet sont :

-Yvonne KNIBIEHLER Maître de conférences à l'université de Provence

-Simone CRAPUCHET, sociologue, expert de l'UNESCO pour le développement social

Les collaborateurs sont enseignants-chercheurs à l'Université de Provence, ou spécialistes du Service Social.

1. Dans l'Université de Provence (Aix-Marseille 1. 29 avenue Robert Schuman à Aix) , l'U.E.R. d'histoire abrite le Centre d'Histoire de la pensée politique (fondateur et directeur : Pierre GUIRAL), où une équipe, animée par Yvonne KNIBIEHLER, se consacre spécialement aux recherches sur la femme, l'enfant, la famille ; un des trois thèmes retenus pour 1976-1977 est : « féminisation professionnelle et professionnalisation de la « bienfaisance » : de la dame d'œuvre à l'assistante sociale (1900-1970) »

De cette équipe font partie Eliane RICHARD, Marcel BERNOS et Pierre IDIART, que leurs travaux personnels orientent vers l'histoire des sociétés contemporaines et/ou l'analyse des représentations collectives. L'équipe s'est aussi intéressée à la formation continue des travailleurs sociaux (création d'un Diplôme d'Université de Conseiller Conjugal ; organisation de plusieurs unités de formation pour l'accueil des étrangers), et à la mise place d'une Maîtrise d'Administration Economique et Sociale ; ces activités ont noué des relations suivies

entre les universitaires déjà nommés et les travailleurs sociaux. Il est peu à peu apparu que le Service Social en France était encore privé de son histoire, élément important de son identité ; que les travailleurs sociaux entretenaient une mémoire individuelle et collective qui ne demandait qu'à s'exprimer (faute de quoi elle risque de se perdre) ; que l'analyse des structures et des fonctions du Service Social au XXe siècle permettrait non seulement de comprendre les changements dans le service lui-même, mais aussi de connaître les représentations collectives des sociétés contemporaines qui l'ont conçu et construit.

Le contact est déjà pris avec les associations professionnelles pour solliciter les témoignages ; l'accueil a été chaleureux. Le projet bénéficie au sein de l'Université de Provence d'un environnement scientifique très favorable :

Le Centre Méridional d'histoire (M. VOVELLE, Ph JOUTARD) qui fait des recherches sur la mémoire collective a promis son concours. Le Centre Interuniversitaire de Recherches et de Documentations sur les migrations (R DUCHAC, P. IDIART) a également promis un concours actif, car il se trouve engagé, lui-même, dans plusieurs recherches en collaboration avec des travailleurs sociaux, et il se propose par ailleurs d'assurer la coordination des laboratoires régionaux intéressés par les différents aspects du problème social, dans le cadre de l'Action prioritaire du CNRS sur l'observation du changement social.

Hors de l'Université, les démarches, déjà faites auprès des professionnelles, pour solliciter leur collaboration ou leur témoignage, ont reçu un bon accueil. Notamment, la directrice de l'École de Service Social de Marseille, Madeleine VAN STEIN (qui enseigne elle-même l'histoire du Service Social) et Suzanne BOYER, assistante régionale (qui enseigne la législation sociale dans mes écoles de Service Social) désirent prendre une part active à la réalisation du projet.

2. La Confédération Française des Professions Sociales, qui regroupe plusieurs associations de travailleurs sociaux, se charge d'obtenir la collaboration active des professionnels ; elle a déjà l'accord d'une trentaine de personnes qui ont exercé ou exercent encore des responsabilités dans différents services.

Simone CRAPUCHET, sociologue, expert auprès de l'UNESCO en matière de développement social, souhaite développer la dimension historique dans son domaine de recherche.

Georges Michel SALOMON et Odile LAVAUUR, enseignants de Service Social, ont la même préoccupation, et, par leurs enseignement, sont en mesure de la communiquer à leurs élèves.

Outre le personnes ci-dessus désignées, l'équipe peut s'adjoindre d'autres chercheurs (de statut bis, par exemple)



Du nouveau sur l'histoire du service social

par Madame Yvonne KNIBIEHLER

(Professeur d'Histoire Contemporaine à l'Université de Provence)

1 - Comment ai-je été amenée à m'occuper des assistantes sociales, recueillir leurs témoignages?

Je me suis aperçu que l'histoire était une discipline terriblement masculine, c'est-à-dire, en fait «borgne », car conduite jusqu'à présent par des hommes sur des sujets intéressant les hommes. Je ne voyais pas l'utilité de remettre mes pas dans ces sentiers. Il m'a paru plus intéressant et plus utile d'apporter quelque chose de nouveau : l'histoire des femmes, spécialement celle des métiers féminins. Comme je m'occupe d'histoire contemporaine, j'ai voulu voir naître ces professions nouvelles qui escortent l'essor de la médecine au début du XXe siècle : les infirmières et les assistantes sociales.

J'hésitais encore entre elles, quand deux facteurs m'ont poussé vers le service social : d'une part en cherchant à organiser, dans mon université, des programmes de formation continue utiles aux femmes, j'ai découvert le grand appétit des assistantes sociales dans ce domaine et je me suis rapprochée d'elles ; d'autre part, un collègue sociologue enseignant dans les écoles de service social du Midi (Pierre IDIART) très attiré par l'histoire, m'a parlé de la crise que traversait cette profession ; il m'a assuré que, pour retrouver son identité, elle avait besoin de recourir à son histoire. Après des premiers contacts un peu décevants, j'ai trouvé un accueil très ouvert à la Confédération des Professions Sociales, que préside Simone CRAPUCHET ; là on m'a ouvert les portes de la profession. L'opportunité a fait que, au même moment, le C.N.R.S. a lancé un programme de recherches, intitulé « Europe du Temps présent, étude du changement social ». Sur ce Programme nous avons fait accepter l'histoire du service social et, nous avons obtenu une subvention. Les premiers contacts, agréables et fructueux, avec les représentants de cette profession, nous ont permis, en quelques semaines, de mettre au point notre programme de recherche.

Celui-ci s'est présenté en trois étapes :

- la première consisterait à recueillir des témoignages des anciennes, celles qui ont fondé les grands services dans l'entre-deux guerres,

— la seconde consisterait à étudier les formations : associations, écoles, programmes, élèves,

— la troisième devrait être l'étude des services.

La première étape a déjà donné lieu à la publication de l'ouvrage :« NOUS LES ASSISTANTES SOCIALES, naissance d'une profession »,aux Éditions AUBIER-MONTAIGNE (1981), dont il sera question ci-après.

Pour les deux étapes suivantes, il a paru impossible de traiter exhaustivement les thèmes retenus: la matière est énorme et le temps manquait puisque le contrat avec le C.N.R.S. prend fin en décembre 1981. Nous avons donc choisi de réaliser d'abord une étude exhaustive de l'Union Chrétienne des Services Sociaux et de Santé (UCSS, actuellement MCPS).

C'est l'historien Stéphane COURTOIS qui rédige actuellement l'histoire de cette puissante centrale catholique qui a joué un rôle important, souvent sous-estimé. Nous avons décidé ensuite de limiter l'étude des écoles et celle des services à des échantillons. En effet, pour les écoles par exemple, il y avait des difficultés de documentation : certaines ont détruit tout ou partie de leurs archives, d'autres hésitent à les communiquer. Nous avons choisi deux écoles parisiennes parmi les plus anciennes et les plus représentatives et pour lesquelles la documentation est à la fois riche et continue : École Normale Sociale (dont Henri PASCAL écrit l'histoire), École du bd Raspail (dont Suzanne BOYER écrit l'histoire). En contrepoint nous présenterons une école provinciale, celle de GRENOBLE (dont Maria BAULOZ écrit l'histoire). Nous ferons donc une étude exhaustive et comparative de ces trois écoles et, de cette étude nous essaierons de dégager les principes d'une méthode et quelques interprétations. Le Comité d'Entente des Écoles qui suit de près nos efforts se servira de ces principes pour proposer un programme de recherche aux différentes écoles. Ce travail de réflexion sur la recherche dans les écoles sera fait par Pierre IDIART. Il en ira de même pour les services : nous allons consacrer le maximum de nos efforts aux services sociaux de la Mutualité Sociale Agricole : là les archives nous sont ouvertes, des aides nous sont assurées. Une étude méthodique et exhaustive sera proposée comme modèle de recherche aux autres services. Peut-être y adjoindrons-nous des monographies un peu plus réduites, notamment une sur la marine marchande.

II - J'en reviens maintenant au recueil des témoignages. La richesse de ces textes est inépuisable. Je n'essaierai ici que d'indiquer quelques idées essentielles :

1 — Les premières concernent la méthode. Les spécialistes en sciences humaines pourraient critiquer notre entreprise : la population des témoins ne constitue pas un échantillon représentatif, car nous acceptons simplement les témoignages que l'on voulait bien nous donner, attachant plus d'importance à la richesse du discours qu'à sa représentativité. Une seconde critique peut porter sur le fait que nos témoins constituent ce que l'on peut appeler « l'élite » de la profession : il s'agit de femmes qui ont fondé des services ou qui les ont animés : leur qualité est exceptionnelle et elles donnent une image assurément trop flatteuse de leur profession. Une troisième critique pourrait porter sur la subjectivité des témoignages : la mémoire est livrée à bien des hasards, la vérité recueillie est toujours déformée par le prisme d'un tempérament et d'un caractère. On m'a souvent demandé si j'avais eu le souci d'entendre aussi les clients du service social.

Oui, j'ai étudié de près les actes d'un colloque de l'UNAF (Union Nationale des Associations Familiales) qui avait pour thème : « familles et service social » — Fontainebleau 1956). Mais en fait ce que je voulais connaître c'étaient les témoins eux-mêmes, leur vérité, leur vision du monde, leur travail, leur manière d'agir, leurs réactions devant le succès, ou devant l'échec. On a dit que tout cela était bien trop connu, qu'elles s'étaient bien assez exprimé sur leur « idéal ». Mais ces témoignages justement ne sont pas des déclarations théoriques :

elles ont parlé de leur vécu, de leur expérience concrète, elles ont raconté leur carrière pas-à-pas ; elles ne cachent pas les conflits, les multiples obstacles qu'il a fallu franchir ou contourner, elles avouent bien des défaites à travers le temps et c'est ce qui comptait Pour une historienne. on ne doit pas juger le passé à la lumière du présent, mais toujours essayer de comprendre ce que dans les années 20, dans les années 30, il était possible de faire.

2 — En second lieu les témoignages permettent de réfléchir sur les origines du service social et de retoucher un certain nombre de préjugés. Une de mes plus grandes surprises a été de trouver ces assistantes en collaboration active avec des hommes d'extrême gauche, le socialiste Henri SELLIER, le syndicaliste Marcel MARTIN ou bien des maires communistes de la banlieue parisienne. Cela m'a aidée à me rendre compte que l'on avait peut-être trop mis l'accent sur les origines catholiques et conservatrices du service social. On a dit et répété que le service social était issu des « ralliés », c'est-à-dire des catholiques de droite qui, ralliés à la République, ont voulu ressaisir une emprise sur le « peuple ». Ce n'est pas faux. Mais à la même époque, c'est-à-dire de 1890 à 1914, les catholiques ralliés n'étaient pas seuls à souhaiter l'apparition du service social. Toutes les familles politiques s'en sont préoccupées. Les radicaux notamment, ont été les promoteurs du service médico-social. Il faut citer ici le célèbre radical Léon BOURGEOIS auteur de la loi votée en 1916 qui a permis la création des dispensaires d'hygiène sociale. Or, les assistantes sociales de l'entre-deux-guerres sont, dans une très large majorité, passées dans le médico-social. Elles sortent presque toutes des écoles d'infirmières-visiteuses. A la même époque, les milieux d'extrême gauche ont eux aussi rêvé de créer un service social, ce qui est peu connu. Le communard Édouard VAILLANT a été conseiller municipal de Paris pendant 9 ans dans les années 1890. Il était partisan du socialisme municipal et incitait les mairies à s'occuper d'action sociale, à aller voir les familles, à apprécier leurs besoins, à mettre au point des institutions ou des personnes nouvelles capables de répondre à ces besoins. Au lendemain de la guerre de 1914, à la mairie de Suresnes, Henri SELLIER a adopté ces principes. Il a fait venir dans sa commune des infirmières-visiteuses. Mais il a vite vu que leur spécialisation était une gêne pour les familles qui voyaient défiler une succession de personnes secourables. Il a poussé à la création d'une « polyvalence de secteur », capable de prendre les familles en charge pour tous leurs besoins. L'assistante sociale était née. Il a donné, à Suresnes, une impulsion considérable au service social. Et quand, en 1936, il est devenu Ministre du Front Populaire, il a voulu étendre son expérience à toute la France. Pourquoi ne dit-on jamais que c'est le Gouvernement du Front Populaire qui, après le radical Léon BOURGEOIS, a donné la plus forte impulsion aux services sociaux ? En fait, bien loin d'être une réaction catholique, le service social correspond à un moment précis de l'évolution de la société industrielle en France : au moment où elle trouve son second souffle et où l'urbanisation se met à galoper. On avait besoin du service social à gauche comme à droite, devant les nouveaux problèmes, les nouveaux besoins, devant une certaine peur.

3 — Ma troisième série de remarques portera sur la formation et les choix idéologiques de ces premières assistantes sociales. On avait insisté sur les aspects traditionnels de leur formation, leur piété, leur dévouement, leur célibat, toutes valeurs considérées comme essentielles. Les témoignages donnent un autre son de cloche. Certes, il y a de cela chez certaines. Mais il y a aussi d'autres éléments, bien différents. J'insisterai sur trois de ces éléments que l'on oublie souvent de présenter ; d'abord le guidisme qui se développe très vite dans les années 1920 et qui a eu un grand succès. De nos jours, on voit volontiers le

scoutisme comme un mouvement fascisant et réactionnaire, mais le guidisme était assurément pour les femmes, un mouvement émancipateur : il rompait avec l'éducation traditionnelle des jeunes filles, il les incitait à sortir du milieu familial, à conquérir une autonomie, ce qui paraissait alors terriblement audacieux. L'autonomie, l'indépendance, l'initiative, le courage, la décision, le goût de l'action n'avaient jamais été cultivés chez les jeunes filles. Beaucoup d'assistantes sociales les ont appris dans le guidisme. La démocratie chrétienne a été un autre élément déterminant, beaucoup d'assistantes sociales sont passées aussi par là. Pour elles, le mouvement représentait peut-être un prolongement des valeurs de piété traditionnelle ; mais en outre, il avait une dimension politique. A travers la démocratie chrétienne qui prêchait la prise en charge du peuple par lui-même qui voulait aider le peuple à trouver son autonomie, à travers la démocratie sociale qui allait plus loin encore, des assistantes sociales ont pris un véritable engagement politique, elles ont assumé un souci de justice sociale, une volonté affirmée de « faire bouger les structures », comme elles disent. Beaucoup de femmes sont entrées dans le service social pour cela : elles y trouvaient un engagement politique à une époque où le droit de suffrage n'était pas encore accordé aux femmes. Cet engagement correspondait d'ailleurs souvent à une rupture avec le milieu familial conservateur. Ainsi donc, il y a des femmes qui sont entrées dans le service social par respect pour les valeurs traditionnelles, et d'autres qui y sont entrées en rupture avec ces mêmes valeurs, pour donner à l'action sociale la dimension d'un réformisme audacieux. On a trop dit aussi que le célibat avait été imposé à ces femmes : mais, cela semble exagéré puisque les écoles, même les plus catholiques, ont admis des femmes mariées, sans problème. La seule école (et elle est laïque) qui refuse les femmes mariées est celle des Surintendantes, mais c'est qu'elle impose l'internat. Il faut donc observer les faits avant de croire aux discours : le discours le plus autoritaire s'assortit parfois d'une pratique beaucoup plus indulgente. Enfin, les assistantes sociales n'affichent pas toutes une « vocation ». Quelques-unes cherchent seulement à gagner leur vie, tout simplement. Et avec ce nouveau métier on touche à une mutation essentielle de la condition féminine bourgeoise.

Dans les milieux populaires, les femmes ont toujours travaillé, mais dans les classes aisées ce n'était pas l'usage. C'est entre les deux guerres que les bourgeois cherchent des professions, souvent à cause de la diminution des revenus de leurs familles. Elles ont adopté surtout les professions de l'enseignement (surtout de l'enseignement secondaire car il y avait toujours eu beaucoup d'institutrices) et les professions sociales et médico-sociales.

Ce sont là les grands moyens de mutation de la condition féminine bourgeoise : le travail de ces femmes n'est plus un bénévolat. C'est une affirmation d'indépendance. On cherche à faire carrière, on devient ambitieux.

Plusieurs de nos témoins ont manifestement cherché cette dimension d'autorité, d'ambition, de pouvoir. C'est là aussi qu'elles ont trouvé leur principale souffrance, parce que les diplômes acquis dans les écoles de service social n'étaient pas hiérarchiquement valorisés : elles se sont bientôt trouvées, dans leur travail, en face d'hommes plus diplômés qu'elles et assurés tranquillement de leur supériorité. D'où des conflits, des souffrances, des humiliations qui retentissent dans les témoignages. Pour beaucoup d'entre elles, elles ont ressenti cruellement l'impossibilité de « faire bouger les structures » qu'on leur demandait simplement de servir. Les plus ambitieuses, les plus capables, multiplient les démissions et

les changements de lieux de travail, car elles ne supportent pas de se soumettre à un supérieur qui en sait moins qu'elles. On pourrait aussi évoquer le thème si délicat et si complexe de la « neutralité ». Mais il y aurait trop à dire.

Nous préférons conclure par ces quelques mots de René REMOND qui a brillamment préfacé le recueil de témoignages : « l'histoire de cette profession, racontée par celles qui l'ont faite, éclaire l'histoire de la société globale, elle en reflète les vicissitudes et les péripéties, elle en épouse les fluctuations, elle en découvre aussi l'envers, et en démasque les ombres et les hontes. Ces témoignages intéressent l'histoire de la collectivité tout entière, et aident à prendre la mesure des changements qui l'ont affectée en un demi-siècle. »

Vie Sociale n° 10 1981



Info GREHSS est le bulletin du Groupe de Recherche en Histoire du Service Social (GREHSS). Il paraît cinq fois par an.

Responsable de publication : Henri PASCAL président du GREHSS

Adresse postale :

GREHSS

15 rue de Bruxelles 75009 Paris

Adresse électronique : greh.servicesocial@orange.fr site : www.grehss.fr

Pour une histoire du service et du travail social en France

Collecte des témoignages

Le service social est né en France il y a 60 ans : il a déjà une histoire, longue comme une vie humaine ; une histoire qui est enseignée, mais qui n'est pas encore écrite (si l'on excepte quelques ouvrages remarquables mais de portée limitée).

Nous voudrions inviter celles (et ceux) qui ont construit le service social, organisé ce travail nouveau, à dire ce qu'elles ont voulu faire, ce qu'elles ont pu faire, et comment elles l'ont fait ; ainsi pour une fois l'histoire serait écrite par ceux qui l'ont vécue.

Pour tenter de conduire avec méthode cette vaste entreprise collective, nous proposons trois objectifs :

1^{er} objectif : recueillir les témoignages

Tous les témoignages. Le plus précieux sera sans doute celui des rares fondatrices encore en mesure de le donner. Mais le témoignage de leurs élèves directes le sera peut-être autant : le Service Social n'a-t-il pas été transformé plusieurs fois depuis 60 ans et les acteurs de ces réformes n'ont-ils pas eu parfois autant de poids dans son histoire que les initiateurs ?

Avant d'être une « science », affaire de spécialistes, l'histoire est d'abord vie, puis mémoire. Il ne faut pas laisser perdre les souvenirs de celles qui ont tout mis en place : nous leur demandons de les rassembler et de les écrire.

On objectera que la mémoire n'est pas objective ; elle est partielle, partielle, émue, voire passionnée ; les « anciennes », remuant leurs souvenirs, revivront peut-être les espérances et les déceptions, les échecs et les succès, les efforts et les enthousiasmes, qui jalonnent toute carrière. Ces réactions personnelles, affectives, sont plus précieuses qu'une prétendue « objectivité » : la valeur d'un témoignage se mesure à sa sincérité.

Pour cette raison, nous renonçons à proposer un questionnaire, préférant laisser chacune à sa spontanéité. Nous indiquons seulement quelques points sur lesquels il nous paraît important de recevoir des informations.

-L'engagement. Comment et pourquoi l'auteur a choisi ce métier (tradition ? vocation ? influence ?) Comment elle s'est préparée à l'exercer (formation, relations, lectures) Comment elle y est entrée.

-La pratique. En quels lieux l'auteur a travaillé et quels problèmes elle y a rencontrés. Problèmes de relations avec l'employeur, avec les « clients » ; Problèmes de technique, de méthode. Rapports entre le métier et la vie personnelle.

-Le bilan. Comment l'auteur apprécie les responsabilités qu'elle a assumées ; la portée de ses interventions. A-t-elle souhaité ou redouté la retraite ? Si c'était à refaire, choisirait-elle

le même métier ? Ou quel autre ? Pourquoi ? A-t-elle au contraire quitté la profession momentanément ou définitivement ? Dans quelles circonstances et pour quel motif ?

L'ampleur du travail de rédaction ne doit paralyser aucune bonne volonté. Nous souhaitons un nombre assez important de réponses ; certaines exprimeront l'essentiel en quelques pages rapides, comme une lettre un peu longue ; nous aimerions que celles qui en ont le loisir et le goût développent des points obscurs ou difficiles, des sujets méritant une attention particulière, parce que les circonstances leur ont permis de participer à une action décisive ou de l'observer de près.

Après avoir recueilli ces témoignages, nous envisageons de les publier en volume, en nous inspirant du modèle proposé par Jacques Ozouf « Nous les maîtres d'école » (coll. Archives). Bien entendu nous ne publierons aucun texte sans l'autorisation de son auteur. Et nous respecterons la volonté de celles qui souhaiteraient garder l'anonymat, la liberté d'expression pouvant être à ce prix.

2^{ème} objectif : Etablissement d'un fichier bibliographique et d'un fichier des sources et archives

-Le fichier bibliographique doit mentionner les ouvrages « professionnels » mais aussi ceux où vous aurez trouvé une inspiration déontologique, méthodologique ou technique ; et ceux que vous avez utilisés dans votre travail pour vous et vos clients. Si votre mémoire hésite, commencez au moins la liste : vous complétez ensuite.

-Le fichier des sources devrait récapituler toutes les archives existant dans les différents services, publics et privés, au niveau national, régional, local. Il ne s'agit pas pour vous d'en dresser une liste exhaustive, mais de guider une exploration plus systématique, en donnant le nom et l'adresse d'un organisme, d'une personne ; en mentionnant ce qu'on peut trouver ici ou là. Parmi les sources, les plus suggestives sont parfois celles qu'on croit négligeables : statistiques, fichier de clients, rapport, modèle de dossier, agenda d'activité peuvent révéler plus qu'un long discours. L'ennui c'est qu'ils sont indiscrets. Mais on peut les « banaliser » en gommant noms et adresses.

3^{ème} objectif : Amorce d'une recherche

Le recueil des témoignages et l'inventaire des sources feront sans doute apparaître la nécessité de conduire au moins trois séries de recherches :

- 1) Une étude du service social dans son ensemble : développement, bourgeolement des services, fragmentation des carrières, essais de méthodes...
- 2) Une étude des rapports entre le service social et le contexte politique (orientation donnée par le Front Populaire, le régime de Vichy, la IV^e République...) et économique (incidence des crises, de la « croissance »...)

3) Des monographies par secteur et par région (sans oublier l'Outre-Mer) révélant des constantes et des variables...

Ces travaux peuvent être menés dans le cadre de l'Université, sous forme de maîtrises, thèses de 3^e cycle, thèses d'Université, voire thèses d'Etat. Nous voudrions éviter qu'une fois de plus les travailleurs sociaux confient à d'autres le soin de parler à leur place.

Nous espérons que vous serez nombreuses à nous accompagner jusqu'au bout, à vous inscrire à l'Université pour achever la tâche (des facilités vous seront offertes). Nous voudrions vous donner la parole, non pour nous en servir ensuite, mais pour qu'elle vous serve et serve la profession. Vous désirez sans doute passer le flambeau, avec toute l'ardeur que vous y avez mise, aux jeunes générations qui vous succèdent : comment le ferez-vous si vous vous taisez ?

Nous attendons vos réponses avec confiance et nous vous assurons de notre gratitude. Croyez que vous suscitez aussi celle de bien d'autres qui trouveront instruction et profit dans ce nouveau service que nous osons vous demander.

Ce texte a été distribué et commenté lors de deux réunions d'information sur le projet de recherche, le 9 novembre 1976 à Marseille (46 personnes présentes) et le 25 novembre 1976 à Paris (39 présentes et 10 excusées mais intéressées)



« Historique de la collecte des témoignages (1976-1980) »

Au cours des années 1970, le service social est rudoyé par un mouvement de sociologie critique qui entend percer à jour sa logique sous-jacente de « contrôle social »¹. Face à ces « écrits accusateurs » qui se portent à l'analyse de leur passé, des assistantes sociales ont souhaité travailler leur propre histoire en s'ouvrant peu à peu à des historiens. Au milieu des années 1970, Pierre Idiart, formateur de travailleurs sociaux et chargé de cours en ethnologie à l'Université d'Aix-Marseille, est déjà impliqué dans des recherches sur l'histoire du service social pour le compte d'associations du secteur : la Fédération française de travailleurs sociaux (qui allait devenir la Confédération française des professions sociales, ou CFPS), mais aussi le Comité de liaison des centres de formation permanente et supérieure en travail social sur l'histoire de la formation continue. C'est à la suite d'une conversation, au début de l'année 1976, entre Pierre Idiart et l'historienne Yvonne Knibiehler – maître de conférences à l'Université d'Aix-Marseille et spécialiste de l'histoire des femmes - que cette dernière forme le grand projet d'une histoire du travail social en France et entreprend de contacter les principales associations du secteur. Après des tentatives de contact infructueuses auprès de plusieurs organismes, Yvonne Knibiehler trouve un écho favorable auprès de la Confédération Française des Professions Sociales (CFPS). Le 16 mars 1976, elle rencontre sa présidente, Simone Crapuchet, qui lui apporte son soutien. Plusieurs chercheurs, professionnels et formateurs se joignent à l'aventure : deux historiens (Stéphane Courtois et Eliane Richard), sept acteurs de la formation des travailleurs et travailleuses sociales (Maria Bauloz, Cécile Braquehais, Bernadette Blanc, Marie-Françoise Collière, Odile Lavour, Henri Pascal, Georges-Michel Salomon) ainsi que deux assistantes sociales retraitées (Suzanne Boyer et Jacqueline Perlés). Le 3 juin, l'Université de Provence - où enseigne Yvonne Knibiehler - et la CFPS lancent enfin une circulaire commune pour solliciter des concours pour entreprendre une Histoire du travail social en France. Ce texte prévoit un triple objectif, présenté comme les « trois étages de la fusée » :

- tout d'abord, recueillir les témoignages des anciennes qui ont fondé les grands services dans l'entre-deux-guerres ;

- faire une analyse des formations des travailleurs et travailleuses sociales telles qu'elles sont organisées dans les associations et les écoles ;

¹Nommément désignés Philippe Meyer, *L'enfant et la raison d'Etat* (Seuil, 1977), J. Joseph et Ph. Fritsch, "Disciplines à domicile" dans la revue *Recherches* n°28 (1978), Jacques Donzelot, *La police des familles* (Editions de Minuit, 1978), Jeannine Verdès-Leroux, *Le travail social* (Editions de Minuit, 1978) ...

- puis réaliser une étude générale de l'état des services sociaux en France à la fin des années 1970.

Dans leur méthode et leurs objectifs, Yvonne Knibiehler et Simone Crapuchet se démarquent résolument des "écrits dénonciateurs" contemporains : « ces ouvrages, écrits par des sociologues, interprètent le passé plutôt qu'ils ne le décrivent et ils n'ont pas pour but d'entretenir la mémoire collective » (projet de recherche, 1979). Néanmoins, bien que ce projet rencontre un véritable enthousiasme, il se confronte à plusieurs difficultés. Après une aide financière initiale de 57.000 francs apportée par l'Université de Provence en 1976, ainsi qu'un financement du CNRS dans le cadre du nouveau programme « Europe du Temps présent, étude du changement social », le contrat est révoqué en 1981 et le projet se retrouve sans nouvelles ressources. Le recueil de témoignages est donc mené à bien, mais l'ensemble de l'équipe se trouve dans l'incapacité de continuer à traiter exhaustivement les deux étapes suivantes. Par ailleurs, plusieurs lettres témoignent de la dégradation des rapports entre les deux responsables du projet, Yvonne Knibiehler et Simone Crapuchet. Leur collaboration est asymétrique : la première est l'unique porteuse du projet pour le CNRS quand la seconde, non historienne, est plutôt chargée d'animer le projet auprès du « réseau » de professionnelles. Le départ en Afrique de Simone Crapuchet pour une mission dans le cadre de ses fonctions à l'UNESCO en 1980 semble mettre un terme à sa participation au projet. Le projet éditorial est conservé par Yvonne Knibiehler qui propose à l'éditeur Aubier un ouvrage rassemblant des extraits des témoignages écrits et oraux commentés et contextualisés. Il est publié en 1980 sous le titre : « Nous les assistantes sociales. Naissance d'une profession. » Knibiehler Yvonne (présenté par). Trente ans de souvenirs d'assistantes sociales françaises (1930-1960), préface de René Rémond, Paris, Aubier Montaigne, 1980, 383 p.

D'autres références relatives à cette campagne sont :

Knibiehler (Yvonne), « Du nouveau sur l'histoire du service social », *Vie sociale*, n°10, 1981, p.559-563. [[lien Gallica](#)]

Association provençale pour la recherche en histoire du travail social, « Institutions, acteurs et pratiques dans l'histoire du travail social » Presses de l'EHESP, 2013

Pascal (Henri), Allard (Paul), « Les apports d'Yvonne Knibiehler à l'histoire du travail social », dans : Marcel Bernos, Michèle Bitton (dir.), « Femmes, familles, filiations : en hommage à Yvonne Knibiehler », Aix-en-Provence, Presses universitaires de Provence, 2004, p. 143-155. [[lien Open Édition](#)]

En novembre 1989, le travail collaboratif autour de l'histoire du service social est ressuscité avec la création du Réseau histoire du travail social (RHTS) par Christine Garcette et Brigitte Bouquet. Plusieurs contributeurs de la campagne de 1976-1980 se retrouvent parmi les membres actifs. En 1992 le réseau devient une commission du CEDIAS-Musée social, 5 rue Las Cases à Paris. Mis en sommeil dans les années 2010,

Ecoles de service social

Melle CHEMINÉE « Ecole professionnelle d'assistance aux malades »

Mme DESCHAMPS « Ecole d'Alençon »

Melle BAULOZ « Ecole de Grenoble »

BOYER Suzanne « Travail intermédiaire sur l'école de Raspail »

CRAPUCHET Simone « Ecole Florence Nightingale de Bordeaux »

Mlle VIEILLOT « Ecole pratique de service social »

Mlle MONTAGNE « Ecole de la sécurité sociale »

DAVID « Biographie de Mlle de Joannis »

PERLES Jacqueline « Chronologie de la formation continue en service social » (article publié dans FORUM)

IDIART Pierre « Approche statistique des populations d'assistantes sociales formées par deux écoles de Marseille et de Saint Etienne »

"Etude des raisons ayant entraîné l'arrêt des études d'Assistant Social faite à partir de la totalité des dossier d'élèves d'une école de service social de Province Grenoble".

L'étude porte sur la période 1941 - 1967 de l'Ecole Dauphiné Savoie.

LANCRENON Anne « Ecole d'Action Sociale »

Rapports de recherche

COURTOIS Stéphane « L'U.C.S.S. (L'Union catholique des services sociaux et des services de santé) 1922-1945 » 138 p. + annexes

HERISSON Bertrand « Etude historique des différentes réformes du service social de la Marine depuis sa création » Mémoire de Maitrise Université de Provence Aix en Provence 1977 103 p. + annexes

PASCAL Henri «Des syndicats féminins au service social : l'Ecole Normale Sociale (1911-1969)» rapport de recherche C.N.R.S./Université de Provence Aix en Provence 1983 173 p. + annexes

VARENNE Françoise « Histoire de l'Union Départementale des Associations Familiales des Bouches du Rhône de 1945 à nos jours » Mémoire de Maitrise Université de Provence Aix en Provence 1978



Bibliographie d'Yvonne KNIBIEHLER sur le service social

Livres

- « Un survol de l'histoire du service social » in APREHTS « *Institutions, acteurs et pratiques dans l'histoire du travail social* » 2013 Rennes Presses de l'EHESP Coll. Politiques et interventions sociales
- « La Sauvegarde de l'enfance dans les Bouches du Rhône » 2009 Rennes Presses de l'EHESP
- « Le docteur Simone Sédan et la protection de l'enfance à Marseille » in « *Hommes, idées, journaux Mélanges pour Pierre Guiral* » Paris 1988 Publications de la Sorbonne
- « Les institutions d'accueil pour les mères seules à Marseille de 1918 à nos jours (suite et fin) » 1985 Paris Association pour l'étude de l'histoire de la Sécurité Sociale « *Actes du colloque sur l'histoire de la Sécurité sociale Dijon* »
- « Vocation sans voile, les métiers sociaux » in Farge Arlette et Klapisch-Zuber Christiane « *Madame ou Mademoiselle. Itinéraires de la solitude* » 1984 Paris Edition Arthaud
- Avec Raymonde Malifaud « Les institutions d'accueil pour les mères seules à Marseille (1918-1948) » 1983 Paris Association pour l'étude de l'histoire de la Sécurité Sociale « *Actes du colloque sur l'histoire de la Sécurité sociale, Grenoble* »
- « Le cœur à l'ouvrage. A propos d'un recueil de témoignages d'assistantes sociales » 1981 Paris Association pour l'étude de l'histoire de la Sécurité Sociale « *Actes du colloque sur l'histoire de la Sécurité sociale, Caen* »
- « Nous les assistantes sociales. Naissance d'une profession » 1980 Paris Aubier
- « Les orientation en formation sociale (1890-1914) » in Mayeur Françoise et Gadille Jacques « *Education et images de la femme chrétienne en France au début du XXe siècle* » 1979 Lyon Edition L'Hermès

Articles

- « Féminisme et travail social » *Vie Sociale* n° 3 1998 pp. 205-211
- « Du nouveau sur l'histoire du service social » *Vie Sociale* n° 10 /1981 pp. 559-563
- « Socialisme et service social : l'action d'Henri Sellier, Maire de Suresnes, Ministre du Front Populaire » *Sociologie du Sud Est* n° 28-29 avril-septembre 1981 pp. 117-137
- « Sur le service social » *Le Mouvement social* n° 116 1981 pp. 123-126
- « Les infirmières visiteuses (1922-1938) » *Pénélope* n° 5 automne 1981
- Avec Varène Françoise « Contribution à l'histoire du mouvement familial : l'évolution de l'Union départementale des associations familiales des Bouches du Rhône (UDAF 13) » *Sociologie du Sur Est* n° 26 1980 pp. 95-107
- « La lutte antituberculeuse, instrument de la médicalisation des classes populaires (1870-1930) » *Annales de Bretagne et des pays de l'Ouest* 1979 tome 86 n° 3 pp. 321-36



Témoignage de Véronique Antomarchi

L'annonce du décès d'Yvonne Knibiehler a fait resurgir en moi des souvenirs émus. Notre rencontre date de 1992 à Aix-en-Provence alors que je préparais un doctorat d'histoire à l'université de Paris 1 sur « *La politique familiale en France sous la Troisième République* ». Elle m'a reçue chaleureusement chez elle. Je me souviens encore de ses conseils avisés et de sa volonté de me faire intégrer des institutions qui lui tenaient à cœur, alors que je venais d'être affectée dans l'Académie d'Aix-Marseille en tant que jeune enseignante d'histoire-géographie. C'est ainsi que je participais au séminaire de la MMSH (Maison méditerranéenne des sciences de l'homme) à l'université d'Aix-en-Provence et surtout aux réunions de l'Association « Les femmes et la ville » qu'elle avait fondée à Marseille dans le but de faire participer les Marseillaises à l'écriture de leur histoire.

Nos liens se sont tissés de façon plus informelle lors des trajets en voiture entre Aix et Marseille que nous faisons ensemble régulièrement. Le temps passait vite tant les sujets de conversation autour des femmes, du féminisme, de l'engagement citoyen mais aussi de nos vies quotidiennes nourrissaient nos voyages. Sous son égide, j'ai participé à deux projets : le cinquantenaire du droit de vote des femmes et l'organisation d'un colloque consacré à Germaine Poinso-Chapuis, avocate marseillaise et première femme Ministre en 1947. J'avais contribué à une communication sur sa politique familiale entre féminisme et catholicisme social, publiée ensuite dans *Recherches et Prévisions*.²

Des liens d'amitié se sont renforcés au fil des ans : Yvonne est venue me voir à la maternité en 1996 à la naissance de mon premier enfant et m'offrit son *Histoire des Mères*³ avec une dédicace touchante.

Grâce à elle, j'ai participé à la rédaction du chapitre « Femmes au XXe siècle » du CD Rom publié par l'Académie d'Aix-Marseille intitulé *Au Fil de l'histoire de France* en 1998⁴ ainsi qu'à l'émission « La fabrique de l'Histoire » sur les congés de maternité.⁵ J'ai été sollicitée pour participer en 2004 à l'ouvrage-hommage qui lui a été consacré.⁶ Lorsque j'ai intégré l'IUT de Paris au département Carrières Sociales en 2013, Yvonne m'a là encore prodigué des conseils précieux et offert son livre sur la sauvegarde de l'enfance⁷. Depuis, son ouvrage pionnier *Nous les assistantes sociales*⁸ est toujours une référence dans mon cours sur l'histoire du travail social.

²« La politique familiale de Germaine Poinso-Chapuis entre féminisme et catholicisme social, *Recherches et Prévisions*, (1998) Caisse nationale des allocations familiales, n°53, pp. 45-57

³Avec C. Marand-Fouquet, 1977, Montalba.

⁴« Femmes au XXe siècle 1945-1997 », CD-ROM *Au fil de l'histoire de France*, (1998), Images et Savoirs, Centre régional de documentation pédagogique, Aix-Marseille.

⁵France Culture, « La Fabrique de l'Histoire » d'Emmanuel Laurentin avec Catherine Rollet, sur les congés maternité, 10 février 2010.

⁶« Vacances en famille : Quelques pistes de recherche sur l'évolution des pratiques et des territoires en France au cours du XXe siècle » in Bernos M. et Bitton M. (2004), *Femmes Familles Filiations*, Hommage à Yvonne Knibiehler, Presses Universitaires de Provence, pp. 249-266.

⁷*La sauvegarde de l'enfance dans les Bouches-du-Rhône*, (2009), Presses de l'EHESP.

⁸*Nous, les assistantes sociales, naissance d'une profession* (1992), Aubier.

Je la revois avec son regard pétillant, son goût de la conversation et sa profonde humanité. Son engagement féministe, sa curiosité pour le monde et les autres font figure de modèle. Il est des personnes qu'on est heureux d'avoir rencontrées. Elle en fait partie.

Véronique Antomarchi, docteure en histoire. Professeure agrégée au département Carrières Sociales de l'IUT-Paris Rives de Seine (Université Paris Cité), chercheure affiliée au CANTHEL (centre d'anthropologie culturelle) de l'université Paris Cité.

Liste des dossiers publiés dans Info GREHSS et accessibles sur le site www.grehss.fr :

- Info GREHSS n° 12 15 /10/2018 « Lettre d'une directrice d'école aux parents d'élèves mai 1968 »
- Info GREHSS n° 13 20/12/2018 « Organisation conférence internationale de service social 1928 »
- Info GREHSS n° 14 15/03/2019 « Marie Thérèse Vieillot sur la réforme du DEAS de 1938 »
- Info GREHSS n° 15 06/05/2019 « Ecole de formation sociale 1910-1911 »
- Info GREHSS n° 16 05/07/2019 « Sur le syndicat CGT des assistantes sociales 1946 »
- Info GREHSS n° 17 25/09/2019 « Ecole d'Action sociale 1931»
- Info GREHSS n° 18 10/01/2020 « Besoins et tendances du service social rural »
- Info GREHSS n° 19 30/03/2020 « Histoire de la formation des assistantes sociales à Nantes »
- Info GREHSS n° 20 15/06/2020 « Mobilisations des assistantes sociales de 1989 à 1992 »
- Info GREHSS n° 21 22/10/2020 « Assistante sociale de PMI à Saint Nazaire »
- Info GREHSS n° 22 15/12/2020 « Activités sociales à la Poste au XX^e siècle »
- Info GREHSS n° 23 03/02/2021 « Soutenance de la thèse de Patrick Lechaux sur le système de formation des travailleurs sociaux »
- Info GREHSS n° 24 08/04/2021 « Un asile champêtre : le Pavillon Pasteur au Petit Arbois »
- Info GREHSS n° 25 08/06/2021 « Plaidoyer pour une vraie définition du service social » Info GREHSS
- Info GREHSS n° 26 14/09/2021 « Histoire d'un combat pour la reconnaissance du niveau licence du DEAS, la création du diplôme supérieur en travail social et pour la recherche en travail social »
- Info GREHSS n° 27 02/12/2021 « Préface au compte rendu de la 2e conférence internationale de service social »
- Info GREHSS n° 28 24/02/2022 « Sur l'école de service social de Nice »
- Info GREHSS n° 29 23/05/ 2022 « Enfance et traumatisme de guerre »
- Info GREHSS n° 30 06/09/2022 « Les pionnières »
- Info GREHSS n° 31 01/12/2022 « Une page de l'histoire du temps présents en train de se faire »
- Info GREHSS n° 32 23/01/2023 « Des actions sociales portée par des femmes de l'émigration russe membres de l'ACER durant la première moitié du XXe siècle en France »
- Info GREHSS n° 33 22/03/2023 « Une singularité de la protection de l'enfance sous Vichy »
- Info GREHSS n° 34 23/05/2023 « Le service social devant les structures nouvelles »
- Info GREHSS n° 35 18/09/2023 « Les différentes techniques auxquelles le service social doit s'adapter »
- Info GREHSS n° 36 11/12/2023 « Participation des usagers et techniques de service social »
- Info GREHSS n° 37 20/02/2024 « Fondation du Conseil Supérieur de Service Social »
- Info GREHSS n° 38 11/04/2024 « Les assistantes sociales et le terrain »
- Info GREHSS n° 39 10/06/2024 « Un stage à l'Opéra de Paris en 1971 »
- Info GREHSS n° 40 17/09/2024 RUPP « les méthodes de service social ont 25 ans »
- Info GREHSS n° 41 09/12/2024 LIBERMANN « Nature et buts du service social »
- Info GREHSS n° 42 10/02/2025 « Travail social avec les groupes »